

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1982 Nr. 150

A. TITEL

*Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de
Volksrepubliek Benin betreffende samenwerking in het kader van het
project dierlijke tractie in de landbouw;
Cotonou, 26 augustus 1982*

B. TEKST

**Convention entre le Royaume des Pays-Bas et la République Populaire
du Bénin relative à la coopération dans le cadre du projet de culture
attelée intégrée**

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de
la République Populaire du Bénin, dénommés ci-après «les Parties
Contractantes»;

Soucieux de renforcer les liens d'amitié qui unissent leurs deux
peuples et d'étendre les bonnes relations entre leurs pays;

Désireux de coopérer dans le cadre d'un projet de culture attelée
intégrée;

Sont convenus de ce qui suit:

Article I

Objectif et durée de la coopération

1. Les Parties contractantes s'engagent à coopérer dans le cadre d'un
projet de culture attelée intégrée, dénommé ci-après «le Projet».

2. L'objectif du Projet est l'expérimentation, la formation et la

vulgarisation dans le domaine de la traction bovine et des systèmes de production ruraux.

3. Le Projet sera mis en oeuvre par la création:

- d'un centre de formation avec une ferme d'application
- d'une zone de vulgarisation.

4. La coopération entre les Parties Contractantes est prévue pour une durée de deux années.

Article II

Contribution de chaque Partie Contractante

1. Le Gouvernement des Pays-Bas s'engage:

- à fournir le personnel nécessaire à l'exécution des travaux prévus dans le cadre du Projet;
- à fournir le matériel (y compris les véhicules) nécessaire à l'exécution du Projet, et à payer les frais de transport, d'assurance, d'entretien et d'utilisation de ce matériel;
- à assurer le financement des constructions nécessaires à l'exécution du Projet;
- à fournir les animaux nécessaires à l'exécution du Projet;
- à fournir un crédit rotatif.

La valeur de la contribution néerlandaise ne dépassera pas la somme de 900.000 florins.

2. Le Gouvernement du Bénin s'engage:

- à mettre à la disposition du Projet le personnel nécessaire à l'exécution des travaux prévus dans le cadre du Projet;
- à mettre à disposition un terrain de 265 ha nécessaire à l'exécution du Projet;
- à prendre en général toutes les mesures favorables à l'exécution du Projet.

Article III

Mesures à prendre par le Gouvernement du Bénin en faveur du personnel néerlandais

1. Dans le cadre du Projet, le Gouvernement du Bénin:

a. exemptera toutes les rémunérations versées par le Gouvernement néerlandais au personnel qu'il a mis à disposition de tout impôt ou autre charge fiscale;

b. exemptera les membres du personnel des droits d'importation et de douane sur les meubles et objets personnels neufs ou usagés, ainsi que sur l'équipement professionnel, importés au Bénin dans les six mois suivant leur arrivée ou celle des membres de leur famille, à condition que ces biens soient réexportés du Bénin au moment du départ ou dans le délai convenu avec le Gouvernement du Bénin;

c. prendra des mesures en vue de l'exonération des droits d'importation d'un véhicule automobile dans les six mois suivant l'arrivée au Bénin, étant entendu qu'en cas de vente du véhicule à une personne ne bénéficiant pas des mêmes privilèges, celui-ci sera soumis à un droit d'importation en fonction de sa valeur estimée au moment de la vente;

d. exemptera les membres du personnel et les membres de leur famille des obligations du service national;

e. accordera au personnel l'immunité de poursuites judiciaires en ce qui concerne toute parole dite ou écrite et tout acte exécuté par les membres du personnel dans l'exercice de leurs fonctions;

f. prendra des mesures en vue de la délivrance gratuite de visas d'entrée et de permis de travail au personnel qui est ou sera employé par le Gouvernement néerlandais dans le cadre de l'exécution du Projet;

g. délivrera aux membres du personnel des documents d'identité leur garantissant le plein appui des autorités du Bénin, dans l'exécution de leurs tâches;

h. accordera au personnel, pour toutes les rémunérations versées par les autorités néerlandaises, les facilités de change les plus favorables, notamment des comptes externes;

i. offrira aux membres du personnel et à leur famille des facilités de rapatriement en cas de crise nationale ou internationale.

2. Le Gouvernement du Bénin dégagera le Gouvernement des Pays-Bas et le personnel néerlandais travaillant au Projet de toute responsabilité découlant d'un acte ou d'une omission d'un membre du personnel au cours des opérations régies par la présente Convention et ayant entraîné la mort ou des lésions corporelles à un tiers ou des dommages à des biens d'un tiers; il s'abstiendra de toute réclamation ou action en responsabilité civile extracontractuelle, sauf si cette responsabilité découle d'une faute volontaire ou d'une négligence grave d'un membre du personnel.

Article IV

Mesures à prendre par le Gouvernement du Bénin à l'égard de l'équipement néerlandais

Le Gouvernement du Bénin exemptera de tout droit d'importation et d'exportation et de toute autre charge fiscale l'équipement (y compris les véhicules automobiles) et autres biens fournis par le Gouvernement néerlandais dans le cadre du Projet.

Article V

Statut du personnel néerlandais

1. Les autorités néerlandaises désigneront un chef d'équipe qui sera responsable devant les autorités néerlandaises de l'assistance néerlandaise dans le cadre du Projet.

2. Pour l'exécution des activités dans le cadre du Projet, le chef d'équipe procédera régulièrement à des consultations avec le Gouvernement du Bénin ou avec les autorités désignées par celui-ci et se conformera aux instructions opérationnelles données par ce Gouvernement ou par les autorités compétentes, dans la mesure où elles sont compatibles avec l'objet du Projet.

3. Le Gouvernement du Bénin fournira au personnel néerlandais toute information que celui-ci juge indispensable à l'exécution efficace des activités mises en oeuvre dans le cadre du Projet.

4. Le Gouvernement du Bénin peut demander au Gouvernement néerlandais de rappeler un ou plusieurs membres du personnel néerlandais si la conduite sur le plan professionnel ou personnel de la personne ou des personnes concernée(s) justifie une telle mesure.

Article VI

Equipement néerlandais

Tous les équipements et matériels fournis par le Gouvernement néerlandais dans le cadre du Projet seront transférés au Gouvernement du Bénin à la fin du Projet.

Article VII

Autorités compétentes et autorités exécutives

1. L'autorité compétente néerlandaise est le Ministre de la Coopération au Développement.

L'autorité compétente du Bénin est le Ministre des Fermes d'Etat, de l'Elevage et des Pêches.

2. Chaque autorité compétente a le droit de déléguer, en tout ou en partie, ses responsabilités dans le cadre du Projet.

3. L'autorité compétente néerlandaise désignera la Direction Générale de la Coopération Internationale du Ministère néerlandais des Affaires Etrangères comme autorité exécutive pour les Pays-Bas.

L'autorité compétente du Bénin désignera la Direction Nationale de l'Elevage comme autorité exécutive béninoise.

Toutefois, un comité de coordination composé de la Direction Nationale de l'Elevage, de la Direction du Projet CAI et de la Direction du CARDER-Borgou sera mis sur pied pour l'harmonisation des activités du Projet et pour régler les questions diverses d'importance.

Article VIII

Plan d'Action

1. Les autorités compétentes des Parties contractantes établiront un Plan d'Action indiquant en détail la contribution de chaque Partie, les tâches des membres du personnel, la description de leur travail, la durée de leur détachement et la description de l'équipement et du matériel devant être mis à disposition.

2. Le Plan d'Action peut être modifié d'un commun accord par les autorités exécutives.

Article IX

Rapports

Le chef d'équipe et son homologue béninois soumettront aux deux autorités exécutives un rapport trimestriel en langue française sur l'avancement des travaux dans le cadre du Projet. A la fin du Projet, ils soumettront à toutes les parties concernées un rapport final en langue française sur tous les aspects des travaux effectués dans le cadre du Projet.

Article X

Evaluation

Un an après le début du Projet, les autorités compétentes procéderont à son évaluation.

Article XI

Différends

Tout différend au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la présente Convention sera réglé par voie diplomatique.

Article XII

Dispositions finales

1. La présente Convention entrera en vigueur le jour où les deux Gouvernements se notifieront par écrit qu'il a été satisfait aux procédures requises par les Constitutions des deux pays, avec effet rétroactif au 15 septembre 1981.

2. La présente Convention restera en vigueur pendant deux ans. Chaque Gouvernement aura le droit de dénoncer la Convention à tout moment, moyennant un préavis de trois mois.

3. En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, la présente Convention ne s'appliquera qu'au Royaume en Europe.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Cotonou, le 26 août 1982, en deux exemplaires en langue française.

*Pour le Gouvernement du
Royaume des Pays-Bas,*
(s.) S. H. BLOEMBERGEN

*Pour le Gouvernement de
la République Populaire
du Bénin,*
(s.) L. AHOUANDOGO

C. VERTALING

**Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de
Volksrepubliek Benin betreffende samenwerking in het kader van het
project dierlijke tractie in de landbouw**

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Volksrepubliek Benin, hierna te noemen „de Overeenkomstsluitende Partijen”,

Ernaar strevend de vriendschapsbanden die hun volken verenigen aan te halen en in het algemeen de goede betrekkingen tussen hun landen uit te breiden,

Verlangend samen te werken in het kader van een project dierlijke tractie in de landbouw,

Zijn overeengekomen als volgt:

Artikel I

Doel en duur van de samenwerking

1. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich ertoe samen te werken in het kader van een project dierlijke tractie in de landbouw, hierna te noemen „het project”.

2. Het doel van het project is het nemen van proeven, de opleiding en de verspreiding van kennis op het gebied van ossentraction en van produktiestelsels op het platteland.

3. Het project wordt ten uitvoer gelegd door de instelling van:

- een opleidingscentrum met een proefboerderij;
- een bepaald geografisch gebied waarbinnen kennis wordt verspreid.

4. De duur van de samenwerking tussen de Overeenkomstsluitende Partijen is gesteld op twee jaar.

Artikel II

Bijdrage van iedere Overeenkomstsluitende Partij

1. De Nederlandse Regering verbindt zich ertoe:

- het personeel beschikbaar te stellen, nodig voor de uitvoering van de werkzaamheden, bedoeld in het kader van het project;
- het voor de uitvoering van het project benodigde materiaal (met inbegrip van de voertuigen) te verschaffen en de kosten van vervoer, verzekering, onderhoud en gebruik van dit materiaal te betalen;
- de financiering van de voor de uitvoering van het project benodigde bouwwerken te verzekeren;
- de voor de uitvoering van het project benodigde dieren beschikbaar te stellen;
- een roulerend krediet beschikbaar te stellen.

De waarde van de Nederlandse bijdrage zal het bedrag van 900.000 gulden niet overschrijden.

2. De Regering van Benin verbindt zich ertoe:

- het personeel nodig voor de uitvoering van de werkzaamheden, bedoeld in het kader van het project ter beschikking van het project te stellen;
- een terrein van 265 ha ter beschikking te stellen, nodig voor de uitvoering van het project;
- in het algemeen alle maatregelen te nemen waardoor de uitvoering van het project wordt bevorderd.

Artikel III

Maatregelen te nemen door de Regering van Benin ten behoeve van het Nederlandse personeel

1. In het kader van het project zal de Regering van Benin:

a. alle vergoedingen die door de Nederlandse Regering worden betaald aan het door haar ter beschikking gestelde personeel vrijstellen van alle belastingen of andere fiscale heffingen;

b. de leden van het personeel vrijstellen van invoer- en douanerechten op nieuw of gebruikt huisraad en nieuwe of gebruikte persoonlijke bezittingen, alsmede op de beroepsuitrusting, ingevoerd in Benin binnen zes maanden na hun aankomst of de aankomst van hun gezinsleden, mits deze goederen weer uit Benin worden uitgevoerd bij het vertrek of binnen een met de Regering van Benin overeen te komen termijn;

c. maatregelen nemen met het oog op de vrijstelling van invoerrechten op een motorvoertuig in de zes maanden volgend op de aankomst in Benin, met dien verstande dat in geval van verkoop van het voertuig aan een persoon die niet dezelfde voorrechten geniet, dit zal worden onderworpen aan de betaling van een invoerrecht, gebaseerd op de geschatte waarde ervan op het tijdstip van de verkoop;

d. de leden van het personeel en hun gezinsleden vrijstellen van nationale dienstplicht;

e. het personeel immuniteit van rechtsvervolging toekennen met betrekking tot elk gesproken of geschreven woord en elke handeling, verricht door de leden van het personeel in de uitoefening van hun functies;

f. maatregelen treffen om kosteloos inreisvisa en werkvergunningen te verschaffen aan het personeel dat wordt of zal worden aangesteld door de Nederlandse Regering in het kader van de uitvoering van het project;

g. de leden van het personeel identiteitspapieren verschaffen die

dezen de volledige steun waarborgen van de Beninse autoriteiten bij het uitoefenen van hun taken;

h. het personeel voor alle door de Nederlandse autoriteiten betaalde vergoedingen de gunstigste voorwaarden verlenen voor het wisselen van geld, te weten rekeningen voor niet-ingezetenen;

i. de leden van het personeel en hun gezin repatriëringsfaciliteiten bieden in geval van nationale of internationale crisis.

2. De Regering van Benin vrijwaart de Nederlandse Regering en het Nederlandse personeel dat werkzaam is bij het project, tegen elke aansprakelijkheid die voortvloeit uit enige handeling of nalatigheid van een lid van het personeel tijdens de uitoefening van werkzaamheden geregeld door deze Overeenkomst, die de dood of het lichamelijk letsel van een derde of schade aan goederen van derde ten gevolge hebben; zij doet afstand van elke eis en van elke rechtsvordering ter zake van niet-contractuele civiele aansprakelijkheid, behalve wanneer deze aansprakelijkheid het gevolg is van opzettelijk onjuist optreden of grove nalatigheid van de zijde van een lid van het personeel.

Artikel IV

Maatregelen te nemen door de Regering van Benin ten behoeve van de Nederlandse uitrusting

De Regering van Benin stelt de door de Nederlandse Regering in het kader van het project verschaft uitrusting (met inbegrip van motorvoertuigen) en andere goederen vrij van alle in- en uitvoerrechten en alle andere fiscale heffingen.

Artikel V

Rechtspositie van het Nederlandse personeel

1. De Nederlandse autoriteiten wijzen een teamleider aan, die jegens de Nederlandse autoriteiten verantwoording verschuldigd is voor de Nederlandse bijstand in het kader van het project.

2. Voor de uitvoering van de werkzaamheden in het kader van het project overlegt de teamleider regelmatig met de Regering van Benin of met de door deze aangewezen autoriteiten en houdt zich aan de door deze Regering of door de bevoegde autoriteiten gegeven operationele instructies, voor zover deze te verenigen zijn met het doel van het project.

3. De Regering van Benin verstrekt het Nederlandse personeel alle inlichtingen die dit noodzakelijk acht voor de doeltreffende uitvoering van de in het kader van het project verrichte werkzaamheden.

4. De Regering van Benin kan de Nederlandse Regering verzoeken één of meer leden van het Nederlandse personeel terug te roepen, indien het gedrag op het gebied van de beroepsuitoefening of het persoonlijke gedrag van de betrokken persoon of personen een zodanige maatregel rechtvaardigt.

Artikel VI

Nederlandse uitrusting

De gehele uitrusting en alle materialen die door de Nederlandse Regering worden verschaft in het kader van het project, worden aan het einde van het project overgedragen aan de Regering van Benin.

Artikel VII

Bevoegde en uitvoerende autoriteiten

1. De Nederlandse bevoegde autoriteit is de Minister voor Ontwikkelingssamenwerking.

De Beninse bevoegde autoriteit is de Minister van Staatsboerderijen, Vee fokkerij en Visserij.

2. Iedere bevoegde autoriteit heeft het recht haar verantwoordelijkheden in het kader van het project geheel of gedeeltelijk over te dragen.

3. De Nederlandse bevoegde autoriteit wijst het Directoraat-Generaal Internationale Samenwerking van het Nederlandse Ministerie van Buitenlandse Zaken aan als uitvoerende autoriteit voor Nederland.

De Beninse bevoegde autoriteit wijst de Nationale Directie Vee fokkerij aan als Beninse uitvoerende autoriteit.

Er zal evenwel een Coördinatiecommissie in het leven worden geroepen, bestaande uit de Nationale Directie Vee fokkerij, de leiding van het project dierlijke tractie in de landbouw en de leiding van Carder in Borgou ten behoeve van de harmonisatie van de werkzaamheden van het project en van de regeling van verschillende belangrijke vraagstukken.

Artikel VIII

Werkplan

1. De bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen stellen een werkplan op waarin nauwkeurig zijn aangegeven de bijdrage van iedere Partij, de taken van de leden van het personeel, de omschrijving van hun werkzaamheden, de duur van hun uitzending en de omschrijving van de uitrusting en het materiaal dat beschikbaar moet worden gesteld.

2. Het werkplan kan in gemeen overleg door de uitvoerende autoriteiten worden gewijzigd.

Artikel IX

Verslaglegging

De teamleider en zijn Beninse lokale medewerker leggen ieder kwartaal aan beide uitvoerende autoriteiten een in het Frans gesteld verslag voor over de voortgang van de werkzaamheden in het kader van het project. Aan het einde van het project leggen zij aan alle betrokken partijen een in het Frans gesteld eindverslag voor over alle aspecten van de werkzaamheden die zijn uitgevoerd in het kader van het project.

Artikel X

Evaluatie

Een jaar na de aanvang van het project verrichten de bevoegde autoriteiten een evaluatie.

Artikel XI

Geschillen

Ieder geschil met betrekking tot de uitlegging of de uitvoering van deze Overeenkomst wordt langs diplomatieke weg geregeld.

Artikel XII

Slotbepalingen

1. Deze Overeenkomst treedt, met terugwerkende kracht vanaf 15 september 1981, in werking op de dag waarop de beide Regeringen elkaar schriftelijk hebben medegedeeld dat aan de door de Grondwetten van beide landen vereiste procedures is voldaan.

2. Deze Overeenkomst blijft van kracht gedurende twee jaar. Elke Regering heeft het recht de Overeenkomst te allen tijde op te zeggen met een opzegtermijn van drie maanden.

3. Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, is deze Overeenkomst slechts van toepassing op het Rijk in Europa.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Cotonou, op 26 augustus 1982, in twee exemplaren in de Franse taal.

*Voor de Regering van het
Koninkrijk der Nederlanden,*
(w.g.) S. H. BLOEMBERGEN

*Voor de Regering van de
Volksrepubliek Benin,*
(w.g.) L. AHOUANOGBO

D. PARLEMENT

De Overeenkomst behoeft ingevolge artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal alvorens in werking te kunnen treden.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst zullen in werking treden ingevolge artikel XII, eerste lid, op de dag waarop de beide Regeringen elkaar schriftelijk hebben medegedeeld dat is voldaan aan de door de Grondwet van beide landen vereiste procedures, met terugwerkende kracht vanaf 15 september 1981.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal de Overeenkomst ingevolge artikel XII, derde lid, alleen voor Nederland gelden.

Uitgegeven de vierde oktober 1982

De Minister van Buitenlandse Zaken,
A. A. M. VAN AGT